

supprimé. Or il faut bien assurer la promotion du personnel. Les patrons, il faut bien les caser quelque part. A la P.P., la Brigade de Répression du Banditisme est menacée, par exemple. On lui reproche de ne plus faire recette.

Et puis, la P.P. reste la voie royale de la police. La P.P., c'est la survivance de l'ancien Châtelet, dont les commissaires étaient de hauts et puissants personnages. Les commissaires de police de la Ville de Paris, qui sont leurs héritiers, ont longtemps conservé certains de leurs privilèges et de leurs prérogatives. En 1949, ils touchaient un traitement de conseillers d'Etat, et ils regardaient de haut leurs collègues de province, qui n'étaient que de pauvres hères. Aujourd'hui encore, ce sont les meilleurs éléments de la police qui entrent à la Brigade criminelle de la P.P. Cette élite reste jalouse. On charge les hommes de la P.P. de tous les péchés, on dit volontiers d'eux qu'ils ne foutent rien ou qu'ils « mangent ». On ne leur pardonne pas d'avoir sous leur juridiction un des plus grands viviers de voyous du monde et de manipuler par conséquent les meilleurs indics. On ne leur pardonne pas non plus d'être plus près que les autres du pouvoir et de ses bienfaits.

Par temps calme, on grenouille, on se chamaille, on se donne des coups de pied dans les tibias sans trop de remous, surtout avec Bonnet, plus timide, moins interventionniste que Marcellin, moins « politique » que Ponia. Mais, lorsque survient une affaire qui menace le régime ou qui engage l'honneur et la répu-

tation de la police tout entière, alors la P.P. tremble sur ses bases. L'enlèvement de Ben Barka et ses suites politiques et judiciaires avaient provoqué la tentative de réforme de 1966.

La cavale spectaculaire de Mesrine, sa façon de narguer toutes les polices de France, sa légende de justicier cascadeur et de terroriste au grand cœur en guerre contre les Q.H.S. (quartiers de haute sécurité) commençaient à agacer prodigieusement le ministère de l'Intérieur.

### La maîtresse de Charlie

A la P.P., on sentait venir la tempête, le coup de balai réorganisateur que le gouvernement donne tous les dix ans à peu près dans la vieille maison. On plaignait les collègues de la B.R.I. de Broussard, cible de toutes les critiques et de tous les quolibets : « *Ce n'est pas leur faute, disait-on. M. Bonnet n'a pas encore pris la décision politique de venir à bout de Mesrine. Il n'a jamais dit : Laissez tout tomber, je veux Mesrine.* » On n'osait pas trop le dire ouvertement mais on trouvait le ministre mou.

C'est l'enlèvement du P.-D.G. Lelièvre qui a mis le comble à l'exaspération gouvernementale. Jacques Mesrine a réussi à toucher une rançon de six millions de francs, malgré les efforts de la police. Il a prouvé qu'il n'était pas seulement un marginal dangereux mais un chef de bande à la tête d'une équipe soudée et disciplinée. A Bruxelles, l'évasion de François Besse a mis en émoi la Belgique. C'est un ami

de Mesrine, et un réseau de sympathies politiques s'est tissé autour de lui. L'incurie de la police française ne fait plus sourire. Mesrine, c'est maintenant un danger pour toute l'Europe.

Enfin, deux événements viennent précipiter les choses et en changer le cours. La « punition » infligée au journaliste Jacques Tillier modifie l'image de Mesrine. Ce n'est plus Mandrin, ce n'est plus Arsène Lupin, ce n'est plus un bandit romantique. C'est un tortionnaire, un fauve qu'on peut abattre sans émouvoir ou scandaliser l'opinion. Ensuite, un indic a fourni un renseignement précieux. Il a mis la police sur les traces de Mlle Renée Gindrat, l'amie de Charlie Bauer. Charlie, c'est un autre rescapé des quartiers de haute sécurité, où il a passé une bonne partie de ses quatorze ans de réclusion. Un dur. Les matons, il ne les a jamais appelés « chef », comme le veut la coutume, mais toujours « gardien », comme de simples domestiques. Une insolence qui rend problématiques les réductions de peine mais qui fait la cote d'un homme.

Jacques Mesrine mort, le 2 novembre, et la conférence de presse de Maurice Bouvier, entouré de Robert Broussard, Jean Ducret et Honoré Gévaudan

Par temps calme, on se donne des coups de pied dans les tibias

